



« En Iran, l'emploi des mères est significativement associé à l'augmentation des investissements des ménages dans l'éducation des enfants »

Doctorante au laboratoire Economix, Maryam Soltani consacre ses travaux à la place des femmes sur le marché du travail en Iran et son impact sur les structures familiales, notamment les dépenses pour l'éducation des enfants. Entretien.

Que peut-on dire de la place des femmes sur le marché du travail en Iran ?

Les femmes iraniennes connaissent un taux d'activité parmi les plus faibles de la planète puisque seules 13% d'entre elles participent au marché du travail. Et le phénomène n'est pas récent puisque ce taux n'a jamais dépassé 19% au cours des trente dernières années, selon les données de la Banque mondiale.

Les normes culturelles et religieuses profondément ancrées dans le pays, renforcées depuis la révolution de 1979, maintiennent les femmes à l'écart du marché du travail. De plus, les sanctions économiques imposées à l'Iran par les pays occidentaux ont également contribué à aggraver la participation des femmes au marché du travail, en réduisant les opportunités d'emploi dans un contexte où les hommes sont prioritaires lorsque celles-ci se font rares.

Les Iraniennes pâtissent-elles également sur le marché du travail d'un moindre niveau de formation ?

Absolument pas ! En la matière, l'Iran se trouve dans une situation tout à fait paradoxale. Au cours des dernières décennies, le pays a connu une formidable amélioration du niveau d'éducation des femmes. Aujourd'hui, celles-ci obtiennent à l'université de bien meilleurs résultats que les hommes dans de très nombreux domaines, y compris dans les sciences dures.

En Iran, la population féminine est aujourd'hui parfaitement en capacité de travailler dans des postes à valeur ajoutée, mais très peu y parviennent.

Dans vos travaux, vous cherchez à mesurer l'impact du travail des femmes sur les dépenses des ménages en matière d'éducation des enfants...

C'est exact. Certains travaux académiques ont déjà montré que lorsque les femmes travaillent, elles participent davantage aux arbitrages dans les dépenses des ménages.

Il m'a semblé intéressant de confronter ces résultats à la situation iranienne. J'ai travaillé pour cela sur la période 2010-2023, en utilisant l'enquête annuelle sur les revenus et les dépenses des ménages, administrée par le Centre statistique d'Iran. Il s'agit de données collectées au travers d'entretiens en face-à-face réalisés auprès d'environ 39000 ménages urbains et ruraux répartis dans les 31 provinces du pays.

Le travail des femmes contribue-t-il à augmenter la part des dépenses en faveur de l'éducation des enfants ?

Oui, très clairement, nos résultats démontrent que l'emploi des mères est significativement associé à l'augmentation des investissements des ménages dans l'éducation de leurs enfants. Cette tendance s'observe à l'échelle nationale. Mais en regardant de plus près, ce résultat est vérifié uniquement dans les zones urbaines.

Dans les zones rurales, où le travail non-rémunéré des femmes est omniprésent, l'emploi des mères n'a pas d'impact positif sur les dépenses d'éducation des enfants. Ainsi, quand nous écartons de notre analyse les ménages avec une mère ayant un travail non rémunéré, l'effet devient significatif à la fois dans les zones urbaines et rurales.

Ces résultats indiquent que l'emploi des femmes ne peut avoir des retombées positives en termes d'investissement en éducation que quand il lui permet d'avoir un revenu qui y soit associé.

On peut donc dire que le surcroît d'investissement dans l'éducation des enfants est maximum dans les foyers habitant en milieu urbain dans lesquels les femmes ont un emploi stable et rémunéré. Dans le détail, on peut aussi noter que le sexe des enfants n'est pas un facteur de différenciation. Toutes choses égales par ailleurs, les foyers dans lesquels les mères travaillent investissent de la même façon dans l'éducation de leurs enfants que ceux-ci soient tous de sexe masculin ou toutes de sexe féminin.